

Éditorial

Devoir de lucidité

C'est avec un texte militant que nous commençons cette nouvelle année 2007. Sur un sujet aussi sensible que l'immigration, Hassan Zaoual n'y va pas par quatre chemins. Le migrant est pour lui une ressource. Mieux, un acteur clé des économies modernes, lesquelles nient l'importance de ces flux humains, décriés par les politiques. Criminaliser les étrangers venus travailler sur notre sol revient, en somme, à amputer l'avenir de nos sociétés.

Nous sommes heureux, à *Développement et civilisations*, de pousser ce cri. Cependant, les constats rapportés par les membres de notre réseau aux quatre coins du monde nous amènent à nuancer le propos de l'auteur. Sa théorie du développement « *prédateur* » et de la « *destruction destructrice* » du mécanisme Nord-Sud mérite ainsi d'être mise en débat. Les performances économiques de l'Asie orientale, par exemple, ne montrent-elles pas que les élites peuvent aussi tirer leur peuple par le haut?

Il en va de ce texte comme de tous ceux publiés par nos soins. Notre objectif, vous le savez, est de faire vivre dans nos colonnes la réflexion contemporaine sur le développement et les impasses que l'obsession de la seule croissance économique nourrit. Notre ami Hassan Zaoual, en donnant libre cours à la force de ses convictions, nous aide dans cet exercice. Merci ! Réagissez donc ! Que d'autres viennent ajouter leur plume acérée. Quitte à ébranler nos convictions. Le développement de tous les hommes est un but qui exige de notre part une lucidité des plus aiguës.

Richard Werly
richard.werly@lebret-irfed.org

L'immigration n'est pas toujours ce que l'on croit

par Hassan Zaoual*

Les immigrés sont bien souvent l'objet d'une instrumentalisation politique, surtout en période électorale. Une manipulation qui ne rend pas compte, comme le montre ici Hassan Zaoual, de leur rôle économique, social et culturel.

Comme l'indiquent la plupart des écrits clairvoyants sur le développement et la mondialisation, le développement économique tel qu'il est pensé et pratiqué maintient la majorité des pays d'émigration dans une fonction subalterne au sein de l'économie mondiale. C'est cet échec qui est à la racine de l'explosion des flux migratoires du Sud vers le Nord.

Fondamentalement, les économies formelles de ces pays, reconnues et faisant l'objet de statistiques officielles, restent pourvoyeuses de produits et de services à faible valeur ajoutée. Ces économies de rente engendrent aussi des inégalités quant à la répartition de leurs revenus nationaux. Ainsi, leurs ressources économiques sont générées plus par le travail de la nature que par un travail humain créatif. C'est une conséquence logique de la façon dont est mené leur développement, puisqu'il interdit, dans ses présupposés et dans sa mise en œuvre, la participation de leurs cultures locales, de leur imagination et, en fin de compte, de leur propre créativité.

Ce sont les pays pourvoyeurs de théories, de modèles, de technologie qui s'accaparent ce rôle, en alliance avec les élites locales dont la seule fonction est d'ouvrir la voie au pillage des ressources naturelles de ces territoires. Ces protocoles de l'économie dominante assurent des marchés pour les premiers et des commissions pour les seconds. Un enrichissement

sans effort.

En d'autres termes, le mécanisme Nord-Sud en cause concentre l'innovation d'un côté et la destruction de l'autre. C'est de la « destruction destructrice ». Dans l'univers de ces économies officielles on dépense plus que l'on pense. Avec leur surendettement structurel, dans les hautes sphères des pouvoirs établis, on se croirait vivre virtuellement les mille et une nuits du développement !

De fait, les élites locales - le cas est flagrant en Afrique - remplissent le rôle d'une classe sociale stérile dans le circuit du développement et de la mondialisation. Les conséquences dans le monde réel de ce mécanisme d'aliénation et de domination, interne et externe, est une nuée de contreperformances économiques et sociales que l'on peut résumer aussi par une « mal gouvernance » que les institutions internationales telles que la Banque mondiale et le FMI reconnaissent aujourd'hui¹.

En somme, c'est l'échec cinglant du développement² dans les pays d'émigration qui est la cause principale de l'amplification des flux migratoires en direction des grands pays industrialisés.

Des forces de régulation

Comme les sociétés et les économies, à l'image de la nature, ont horreur du vide, elles secrètent tant bien que mal des forces de régulation. De

* Hassan Zaoual est membre du comité éditorial de *Développement et civilisations*, directeur du Groupe de recherche sur les économies locales (GREL), Laboratoire R21, Université du Littoral Côte d'Opale (Dunkerque). L'auteur est aussi un des fondateurs du Réseau Sud-Nord cultures et développement à Bruxelles et membre du Comité des rencontres de Fès sur la mondialisation.

ce point de vue, l'émigration et les économies dites « informelles », celles que l'expertise économique n'a ni pensées ni mises en œuvre, assurent un rôle de soudure dans les failles du développement pour tous. Ces « *économies voilées* »³, car invisibles et non déclarées, sont douées d'un dynamisme inégalé. Elles produisent des biens et des services sur la base des savoir-faire locaux conjugués à des emprunts extérieurs.

Ces biens économiques sont accessibles au pouvoir d'achat et répondent parfaitement aux besoins des masses de populations qui se concentrent dans les périphéries des villes des trois continents : Asie, Amérique du Sud et Afrique. Leurs organisations sont encadrées dans les sites concernés et mobilisent leurs cultures, leurs appartenances, leurs réseaux, leur capital social... Ces modes de fonctionnement les rendent « dissidentes » par rapport à nos paradigmes, nos théories et nos outils. Pour ce qui concerne la problématique migratoire qui nous préoccupe ici, elles retiennent localement une partie non négligeable de la main d'œuvre locale susceptible de se diriger spontanément vers les grands pays industrialisés. Ceux-ci sont en prise avec une crise et se perçoivent comme débordés par les flots humains que le développement et la mondialisation engendrent en détruisant les milieux de vie dans les pays pauvres.

Ce n'est pas un hasard si Muhammad Yunus de la *Grameen Bank*, initiateur du micro crédit formel, a obtenu le Prix Nobel de la Paix. Il a su aborder opérationnellement des univers comparables, ceux des populations pauvres, particulièrement les groupes de femmes, en démontrant que l'on peut agir différemment et localement à condition de réfléchir autrement. Même si son action ne fait que reprendre et rendre visible des mécanismes déjà existants dans la finance dite « *informelle* », il a su formaliser et étendre le micro crédit solidaire qui a cours naturellement dans ces mondes parallèles.

Nos enquêtes sur le terrain⁴ démontrent amplement que les entrepreneurs de ces « *économies de l'ombre* » anti-migratoires recourent à

des mécanismes de solidarité financière inhérents à leurs groupes d'appartenance (tribus, familles, réseaux, voisinage, etc.). Chaque acteur du site est la banque de l'autre. C'est donc la relation et le sens partagé qui assurent le financement et une plus grande certitude dans les transactions économiques qui se font sous l'ombre morale du site. Sans expertise, celui-ci est doué d'une intelligence collective guidée par une « *intelligence symbolique* » (expression empruntée à Roger Nifle).

L'important ici est de souligner aussi que la plupart des opérateurs de ces activités économiques qui prolifèrent sur de petites échelles sont le fait

**L'émigration
et les économies dites
« informelles »,
assurent
un rôle de soudure
dans les failles
du développement
pour tous.**

des migrants de l'intérieur. Ces derniers étant exclus du « *festin du développement gratuit* » des économies formelles nationales, ne gagnant pas leur vie par la créativité, sont bien obligés d'être entrepreneurs. Le démarrage et le fonctionnement de leurs activités économiques se font dans des conditions difficiles (absence de crédits bancaires, pesanteur bureaucratique, difficultés d'accès aux techniques modernes livrées clefs en main, corruption, etc.). Ces émigrés de l'intérieur viennent, souvent, des régions les plus pauvres de ces mêmes pays, de contrées victimes de guerres voire de génocides.

La prédominance des populations d'origine rurale dans les activités dites informelles des pays du Sud s'explique aisément par la répugnance des générations issues des couches urbaines, privilégiées par le fonctionnariat petit ou grand et l'accès à la corruption, à mener des micro activités. C'est parmi ces populations que se recrutent aussi aujourd'hui de nombreux volontaires pour le départ en Europe. Généralement, en dépit de leur origine urbaine, leur niveau scolaire est faible (moins que le baccalauréat). Les possibilités qu'offrait le secteur public en terme d'emplois stables de fonctionnaires n'existant plus en raison des plans d'ajustement structurel et refusant de créer des micro activités, souvent beaucoup plus rémunératrices qu'un salaire de fonctionnaire, ils sont quasiment programmés pour un départ. Or, dans de nombreux cas, leurs famil-

les d'origine sont prêtes à concourir financièrement à la réalisation d'un projet *in situ*.

Rôle économique et social des émigrés

Le phénomène migratoire n'est pas spécifique aux pays riches. Il touche l'ensemble de la planète. Au plan migratoire, une étude minutieuse montrerait que l'Afrique accueille des flux intracontinentaux plus importants que les flux intercontinentaux qui se dirigent vers l'Europe. Le phénomène migratoire est donc omniprésent en raison des changements et des événements qui bouleversent les données de chaque milieu humain. Bouddha ne disait-il pas « *Seul le changement est permanent* » ! Dans ses principes de base, même le libéralisme qui est aux commandes de la globalisation reconnaît que la libre circulation ne peut se limiter aux marchandises et aux capitaux, laissant de côté le capital le plus précieux : l'homme.

Le rôle économique et social des émigrés dans les pays d'Europe et d'Amérique du Nord envers leurs communautés de départ est comparable à celui des petits entrepreneurs d'origine rurale qui jaillissent des processus d'urbanisation désordonnés des villes des pays du Sud. La *théorie des sites* les a qualifiés « *d'entrepreneurs situés* » pour mieux les distinguer de l'entrepreneur de la théorie économique admise⁵.

En effet, la conception économique réduit l'homme à un « *homo œconomicus* » cherchant exclusivement son intérêt. Il est programmé à faire des profits et à les accumuler sous peine de disparaître en raison des lois de la concurrence. C'est un « *être factice* » que la pensée économique occidentale a créé pour mieux délimiter son domaine et surtout pour conquérir son statut de science. Elle le suppose égoïste donc rationnel, et réciproquement. Et là, nous sommes en plein individualisme. C'est cette définition de l'homme que nous propose et impose la globalisation, oubliant que les hommes sont avant tout pluriels⁶.

Or, l'observation des faits, notamment dans ces galaxies de l'informel et de l'émigration, laisse entrevoir les choses autrement. Cet homme de la situation, cet « *homo situs* » ne se laisse pas découper par le réductionnisme marchand et matérialiste.

Il ne sépare pas ce que nous séparons au plan de nos disciplines occidentales de l'homme. En d'autres termes, il est « *indiscipliné* » par rapport à nos canons académiques. C'est la raison pour laquelle il ne peut être approché que par une pensée indisciplinée, donc critique vis-à-vis des discours scientifiques et politiques qui tiennent le devant de la scène mondiale.

A-t-on déjà fait des émissions sur les cohortes de personnes originaires du Sud occupant des fonctions intellectuelles et hospitalières de haut niveau dans les pays d'Europe ? Combien de laboratoires et centres de recherche en sciences dures, voire en sciences molles, n'ont fonctionné en France, depuis une trentaine d'années, qu'avec les ressortissants du Sud (financés par les bourses de leurs gouvernements et/ou par l'aide familiale et communautaire) dans la mesure où les gouvernements de droite et de gauche de ce pays rechignent à soutenir les étudiants français dans les études menant à la recherche ? La « *cassure du savoir* » est là, aujourd'hui, à l'horizon de 2010.

Des grands pays comme la France manqueront, à brève échéance, de chercheurs du fait des départs massifs en retraite, pourtant prévisibles. Les discours gouvernementaux des pays de l'Union européenne insistent sur la recherche et l'innovation comme solution face aux nécessités de la mondialisation mais sans effets significatifs sur les terrains.

Évitant d'aborder en profondeur les problèmes de nos sociétés contemporaines (fracture sociale et environnement), les seuls lieux choisis par les médias au service de certaines organisations et lobbies politiques sont les banlieues, pour mieux brouiller le paysage politique et gérer les électeurs dans un climat de peur.

Aujourd'hui, les anomalies sociales du mal développement en Europe sont telles que le micro crédit, dont la Grameen Bank s'est fait l'écho, est de plus en plus adopté par les associations de réinsertion des chômeurs. En d'autres termes, c'est un des pays les plus pauvres, le Bangladesh, qui donne maintenant des leçons aux pays globalement riches en matière de lutte contre les ravages de l'exclusion sociale, le chômage, l'appauvrissement des travailleurs européens et immigrés.

Tandis que l'immigration en Europe, telle une caravane, suit inéluctable-

ment son chemin, les processus de recomposition dont elle est le théâtre sont des lieux de tissage des métissages. Ce qui engendre de nouvelles identités métisses et solidaires avec les sites de départ et les sites d'accueil⁷. Ainsi, dans les aventures migratoires qui réussissent, les émigrés deviennent des passeurs, des médiateurs, des régulateurs. C'est ce qui semble se vérifier lorsqu'on prend la peine de discerner les réalités vivantes des processus migratoires.

Le migrant, tisseur de paix économique

Il est incontestable que les immigrés jouent un rôle de régulation économique et sociale pour leurs pays d'origine. Prenons le cas de la solidarité des émigrés envers leurs communautés de départ. Il est indéniable que leurs transferts monétaires sont une forme d'économie solidaire internationale. Le volume de ces transferts, sans compter ceux qui empruntent des voies propres au mode d'organisation de leurs sites (informelles, non déclarées, transmis par personnes interposées, etc.) est devenu tellement important pour de nombreux pays, notamment d'Afrique, que les autorités tablent sur ces flux d'argent pour éloigner les implosions sociales et politiques des pays concernés⁸.

Ainsi, comme nous l'avons déjà écrit sur ces mêmes colonnes⁹, pour ces gouvernements : la devise, c'est la devise ! Ici, le migrant devient un tisseur de la paix économique et, par voie de conséquence, un

antidote à des conflits et guerres. Ce rôle de stabilisateur est à prendre en considération parmi les multiples impératifs auxquels répond le comportement migrant.

Tout indique que les causes de la migration et les fonctions de cet agent sont fort multiples et variées. Les motivations qui sont à la base de la migration sont à la fois individuelles et collectives¹⁰. Un économiste pur et dur ne verrait dans les mobiles du migrant que des motivations égoïstes : le désir d'améliorer exclusivement son niveau de vie indépendamment des besoins de sa communauté de base. Si cette hypothèse explique une part de la réalité, celle-ci lui est totalement irréductible.

En effet, la réalité des transferts en faveur des milieux de départ témoigne d'un alliage entre l'altruisme et l'intérêt individuel dans la rationalité de l'agent migrant. Le *mythe du retour* incite généralement l'immigré à inves-

Libre propos

Un formidable défi

Migrer est le propre de la société humaine. L'Afrique a toujours connu des mouvements de population et les civilisations asiatiques se sont construites grâce aux migrations. L'Europe ne serait pas ce qu'elle est sans les immigrants celtes, goths, huns. Les Pays Bas et la Suisse doivent une partie de leur prospérité aux réfugiés huguenots. Et ce sont les immigrants allemands qui ont rendu possible l'essor industriel de la Suisse.

Dans le passé, combien de familles en Europe n'avaient d'autre ressource que de s'expatrier vers le Nouveau Monde ? Quelle est la part des autochtones dans la population des Amériques d'aujourd'hui ? En réalité, il n'y a pas de culture importante, pas de grande civilisation qui n'ait été enrichie par des migrations.

Le rejet que nous faisons subir aujourd'hui à l'étranger pauvre, en Suisse, en France, en Belgique, aux Pays-Bas, aux USA - rejet teinté de racisme et de nationalisme, ne craignant pas de faire fi de la dignité humaine – ne serait-il pas le fruit de la crainte de perdre notre identité dans la foulée de la mondialisation ?

Les migrations nous posent un formidable défi. Celui de reconnaître tant les causes des migrations que la situation des migrants, et de définir des politiques pour surmonter les problèmes et respecter les droits humains. L'avenir de nos sociétés et de nos cultures est à ce prix.

Immita Cornaz
icornaz@bluewin.ch

tir pour lui-même. C'est ce qui explique l'importance relative des investissements immobiliers des immigrés dans leur pays d'origine. Ainsi, l'économie mouride du Sénégal, par ses réseaux internationaux interposés en Europe et en Amérique du Nord, est une des illustrations de ces processus d'encastrement à distance.

Cependant, une part appréciable des transferts du migrant sert au soutien des siens, tant au plan de leur consommation quotidienne qu'au plan de leurs propres investissements, lorsque des projets viables et motivés sont portés par des membres de son

site dignes de sa confiance. C'est ainsi que fonctionne une économie de réciprocité entre le migrant et son réseau d'appartenance.

En somme, le migrant, dans cette perspective, est à la fois investisseur, bailleur de fonds et assistant social international. Chaque migrant est déjà en soi une sorte d'ONG invisible!

Ces caractéristiques comportementales ont donné lieu, en France, bien avant l'implication des ONG, à des regroupements non déclarés par région, par ethnie, par village qui ont abouti à des projets collectifs répondant aux besoins des communautés laissées au pays : école, hôpital, eau potable, électrification et autres infrastructures. Ces regroupements associatifs dont les plus cités sont ceux du Maroc, du Mali, du Sénégal viennent ainsi corriger les défaillances des États qui ont tendance à négliger l'éducation, la santé, les infrastructures, notamment en milieu rural.

De tels projets ont vu le jour parmi

de nombreuses communautés d'immigrés du Maghreb et d'Afrique subsaharienne. Ici aussi les migrants, à l'image des « *entrepreneurs situés* » des périphéries urbaines des pays du Sud, corrigent les anomalies du développement que conduisent les États et les experts. Dans ces processus de coopération Nord-Sud intra site, pas toujours visibles, les migrants tirent un prestige, une estime de la part de leurs sites natifs. C'est aussi une façon pour eux de garder une place honorable dans la hiérarchie sociale du site d'origine.

Tous les pays devraient réfléchir sur la possibilité de contribuer à l'échelle mondiale à une « civilisation de la diversité féconde ».

Cependant, cette description est à nuancer dans la mesure où le migrant court toujours le risque de devenir « *la vache à lait du site* », un chantage moral. Certains membres du site voient leur niveau de vie

augmenter grâce aux transferts communautaires et veulent le maintenir indépendamment de leur implication productive dans la communauté. Ainsi, les transferts peuvent contribuer à faire vivre des passagers clandestins de la communauté. Ce risque s'accroît avec l'attrait de la

société de consommation que la globalisation introduit par le haut. Ce qui, d'un autre côté, peut conduire à une diminution de l'incitation au travail des membres restés au pays en attendant un idyllique départ.

En conclusion, si nous voulons éviter les incompréhensions et les conflits, tous les pays devraient réfléchir sur la possibilité de contribuer à l'échelle mondiale à une « *civilisation de la diversité féconde* », en capitalisant et les erreurs du Sud et les défaillances d'une société exclusivement orientée vers les valeurs économiques au Nord.¹¹ Cette « *gouvernance interculturelle mondiale* » supposerait une autocritique de part et d'autre pour mieux asseoir une « *division interculturelle de la créativité* » valorisant toutes les cultures et les savoirs du monde. Réchauffer les relations interculturelles, c'est aussi adoucir le réchauffement écologique de la planète en optant pour un changement respectant la diversité culturelle et la biodiversité.

Hassan Zaoual
zaoual@univ-littoral.fr

¹ - Pour de nouvelles pistes de recherche valorisant l'autonomie des territoires et des populations voir par exemple S. Charlier, M. Nyssens, J. Ph. Peemans, I. Yepes (sous la dir.), *Une solidarité en actes, gouvernance locale, économie sociale, pratiques populaires face à la globalisation*, Université Catholique de Louvain, Presses Universitaires de Louvain, 2004.

² - Cf. *Défaire le développement. Refaire le monde*, ouvrage collectif de l'association La ligne d'horizon, les amis de François Partant, Parangon, L'Aventureline, Paris, 2003.

³ - Cf. *Les économies « voilées » du Maghreb*, Hassan Zaoual, L'Harmattan, collection Économie plurielle/Série Lire le site, 2006, 295 p.

⁴ - Cf. une enquête en cours sur « *Les entrepreneurs de l'ombre* », GREL/R21, Université du Littoral Côte d'Opale, 2006.

⁵ - Cf. *La socio-économie de la proximité*, Hassan Zaoual, L'Harmattan, collection Économie plurielle/Série Lire le site, Paris 2005.

⁶ - G. Ferreol et G. Jucquois (sous la dir.), *Dictionnaire de l'altérité et des relations interculturelles*, Armand Colin, 2003.

⁷ - Cf. *Mémoire et apports économiques de l'immigration dans le Nord - Pas de Calais depuis le début du XXème siècle*. Rapport d'étude à la demande de la FAAF/Fonds d'action sociale des travailleurs immigrés, Hassan Zaoual en collaboration avec Abid Ihadiyan (doctorant GREL), 63 p. 1999.

⁸ - A titre d'exemple, les sommes d'argent transférées par les immigrés maghrébins ne sont devenues significatives qu'à partir des années 70. D'ailleurs, la plupart des sources statistiques n'ont commencé à s'intéresser à ce type de transferts qu'à partir de cette date.

⁹ - Cf. « Migrations africaines et mondialisation. Les damnés de la terre à l'assaut de la forteresse européenne », Hassan Zaoual, *Foi et développement*, n°338, novembre 2005.

¹⁰ - Cf. *Transferts communautaires et développement économique: l'expérience migratoire maghrébine*, Abid Ihadiyan et Hassan Zaoual, . Document de travail et de recherche du GREL/Université du Littoral Côte d'Opale, France, mai 2005.

¹¹ - Cf. « Pour un dialogue des civilisations », Hassan Zaoual, *Foi et développement* n° 300, janvier 2002.

Développement et civilisations, publication éditée par l'association Développement et Civilisations Lebrete-Irfed

49, rue de la Glacière – 75013 PARIS – 33(0)1.47.07.10.07 – contact@lebrete-irfed.org

Développement et civilisations est le nouveau titre de **Foi et développement** publié, depuis 1972, par le Centre Lebrete devenu Développement et Civilisations - Lebrete-Irfed. Il reprend le titre de la publication éditée par IRFED de 1960 à 1973 **Développement et civilisations**.

L'association Développement et Civilisations - Lebrete-Irfed est animée par un réseau d'acteurs de développement solidaire. Avec eux, elle conduit un travail de recherche et de formation. Son budget est assuré par des cotisations, dons, subventions et prestations de service. **Bureau de l'association** : Yves Berthelot (président) – Jean-François Giovannini (vice-président) – Boutros Labaki (vp. M.Arabe) – Rethinam Mathias (vp. Asie) – Jorge Balbis (vp. Amérique Latine) – Yves Glorieux (trésorier-administrateur) – Sergio Regazzoni (directeur).

Publication - directeur Yves Berthelot, directeur de la rédaction : Richard Werly, secrétaire de rédaction : François Bellec, Conseil de rédaction : Yves Berthelot, Vincent Berthet, Pierre-Henri Chalvidan, Roland Colin, Jovite de Courlon, Bernadette Denis, Jacqueline Heinrich, Darwis Khudori, Serge Lafitte, Michel Lostis, Gabriel Marc, Emile Poulat, Sergio Regazzoni, Christian Rudel, Pierre Vilain, Hassan Zaoual, - Secrétariat : Julie Englinger - publications@lebrete-irfed.org

La reproduction des textes publiés est autorisée à la seule condition que soit clairement indiquée la source, avec les coordonnées de Développement et civilisations. Un exemplaire du document reproduisant le texte doit être envoyé à l'adresse de la publication.

Abonnement annuel tous pays (10 n°/an) : 38 € - 60 CHF - Le numéro : 4 € - 7 CHF - Chèque en €, CHF ou US\$ à l'ordre de Lebrete-Irfed.

Virements bancaires : en France : LA POSTE FR10-2004-1010-1233-2971-2T03-350 (BIC : PSSTFRPPSCE)

ou en Suisse : RAIFFEISEN - Genève, N°IBAN CH41 8018 1000 0074 9583 6 CHF (SWIFT : RAIFCH22)

●ISSN 1951-0012 – Imprimerie SEPIC – Paris – 0147051759 .